

31 mars 2010
Contact: Camilla Olson

RD CONGO: PROJETEURS SUR LA CRISE EN EQUATEUR

Un conflit violent dans la province de l'Equateur dans le nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC) a forcé presque 200.000 civils congolais à fuir leur foyer au cours des six derniers mois. Les agences humanitaires ont du mal à répondre aux besoins de ceux qui ont pris la fuite, dont nombreux ne veulent pas rentrer chez eux dans un avenir proche, et l'approvisionnement d'aide est désormais urgent dans les zones de déplacement. En même temps, les événements en Equateur soulignent la fragilité de la paix générale au Congo ainsi que le rôle crucial que continue de jouer la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC) lors d'éruptions de violence ainsi qu'en matière de protection du peuple congolais.

UN CONFLIT COMPLEXE

L'éclatement de la violence dans la province de l'Equateur est étroitement lié aux tensions socio-économiques et politiques de longue date entre les tribus Lobala et Boba. Cela illustre le potentiel qui existe pour une instabilité dans d'autres régions que l'est du Congo, déjà en conflit, ainsi que l'incapacité du gouvernement congolais à réagir aux crises sans le soutien constant de la MONUC.

Les tensions entre les ethnies Boba et Lobala tournent autour de Dongo, un port commercial important situé sur la rive gauche de l'Oubangui. Historiquement, Dongo appartient aux Lobala, mais au fil des ans, les Boba ont peu à peu pris le contrôle économique et politique de la ville. Alors que la marginalisation croissante des Lobala se trouve à l'origine de la rébellion armée contre les Boba en 2009, ce conflit plus vaste a été provoqué par des tensions localisées liées à des questions d'accès à des étangs de pêche entre deux groupes ethniques, les Inyelle et les Manzaya, dont les griefs remontent aux années 1940.

Suite aux échecs répétés du gouvernement congolais à arbitrer les disputes entre les Manzaya et les Inyelle, ces derniers ont fait appel, en 2009, à un féticheur de l'ethnie Lobala nommé Odjani pour chasser les Manzaya. Cela a donné lieu à une série d'affrontements entre les deux groupes qui se sont terminés, en juillet 2009, par l'incendie de plus de 300 maisons appartenant à des Manzaya et par le déplacement

Recommandations

- ❑ Les bailleurs de fonds internationaux, dont les Etats-Unis, doivent allouer davantage de ressources afin de pouvoir répondre aux besoins humanitaires urgents des personnes déplacées à l'intérieur du territoire et des réfugiés originaires de la province de l'Equateur.
- ❑ OCHA, le HCR et la MONUC doivent assurer un leadership solide pour garantir qu'aide et protection soient fournies aux déplacés là où ils se trouvent actuellement et pour tempérer l'encouragement aux retours non-volontaires.
- ❑ Le Conseil de sécurité des Nations unies doit assurer que les discussions autour du retrait de la MONUC soient fondées sur des critères raisonnables et que la mission conserve une capacité de réaction rapide et continue à suivre de près la situation politique afin de pouvoir réagir à des crises futures dans l'ouest de la RDC.
- ❑ La MONUC et les bailleurs de fonds internationaux doivent apporter leur soutien au gouvernement congolais afin de s'atteler aux griefs que nourrissent depuis longtemps les groupes ethniques Boba et Lobala et doivent entamer un processus de réconciliation et de dialogue approfondi en collaboration avec les organisations de la société civile locale.

de la population tout entière. Même si aussi bien les Manzaya que les Inyelle appartiennent à la tribu Lobala, étant donné les liens historiques des Manzaya avec les Boba, les politiciens et hommes d'affaires de la tribu Lobala ont saisi l'opportunité de la réussite d'Odjani pour aider ce dernier à transformer sa milice en une plus grande rébellion alors dirigée contre les Boba à Dongo.

À la fin du mois d'octobre 2009, ayant établi la liste de leurs cibles, dont des Boba qui comptaient se présenter aux élections, Odjani et ses hommes ont mené une attaque massive contre Dongo. Fuyant la violence, des civils non-Boba ont également été attaqués et nombreux sont ceux qui se sont noyés alors qu'ils se rendaient en masse sur les rives de l'Oubangui afin de fuir vers la République du Congo (RC) voisine. À la fin des combats, la moitié des maisons avaient été incendiées à Dongo et on rapporte qu'entre 250 et 500 civils ont été massacrés.

D'autres affrontements et déplacements importants ont eu lieu à Dongo ainsi que dans d'autres zones, y compris à Bobito, à 60 kilomètres de Gemena, où Odjani a été repoussé et ses forces ont été amoindries par l'armée nationale congolaise, les FARDC, au début de l'année 2010. L'armée étant toujours à la poursuite d'Odjani et des insurgés restants, la situation reste tendue en Equateur.

Au plus fort de la violence en Equateur, les supporters d'Odjani le surnommaient "Nkunda II". Ce surnom traduit l'espoir de nombreux Lobala que cette insurrection puisse devenir une plate-forme solide, similaire au groupe rebelle CNDP de Laurent Nkunda à l'est de la RDC, pour exprimer leurs griefs politiques. D'autre part, le gouvernement congolais ne s'est jamais attelé de manière sérieuse à la question des animosités sous-jacentes des Lobala contre les Boba. Le statut non-résolu de ces disputes politiques et économiques, exacerbées par le conflit récent, plonge les personnes déplacées dans la crainte de rentrer chez elles dans un avenir proche.

BESOINS HUMANITAIRES INSATISFAITS

Bien que cela fasse plusieurs mois qu'un grand nombre de personnes sont déplacées, la majorité de la population affectée en Equateur n'a pas encore bénéficié d'aide humanitaire. Des ressources accrues doivent être allouées de manière urgente afin de satisfaire les besoins humanitaires grandissants.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en février il existait approximativement 31.000 personnes déplacées à l'intérieur de la province de l'Equateur, 110.000 réfugiés en République du Congo ainsi que 18.000 réfugiés en République centrafricaine. Des deux côtés de l'Oubangui, la plupart des personnes déplacées vivent dans des familles d'accueil. La majorité des déplacés Lobala ont trouvé refuge en RC, alors que les Boba

et d'autres groupes ethniques se sont vus forcés de prendre la fuite à l'intérieur de la province de l'Equateur. Plus de 80 pourcent des réfugiés congolais en RC sont des femmes et des enfants.

Dans le chaos, de nombreuses familles ont été éclatées et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en RDC a rapporté un nombre important de mineurs non-accompagnés. De nombreuses femmes chefs de famille ont également des difficultés à satisfaire les besoins de leur ménage. Les populations ayant fui loin de leurs terres de culture, le taux de malnutrition en Equateur augmente car même lorsque des terres sont disponibles, les outils nécessaires ne le sont pas. La plupart des centres médicaux ne fonctionnent plus normalement, les médecins ayant été déplacés ou tués et les fournitures médicales pillées. Les écoles ont également été abandonnées et les déplacés sont souvent dans l'incapacité de payer les frais de scolarité de leurs enfants.

Depuis le mois d'octobre 2009, malgré les besoins importants de la population déplacée, l'état précaire des routes et l'insécurité ambiante ont restreint l'ampleur de la réponse humanitaire. Quelques vivres et autres fournitures de base ont commencé à arriver lentement en décembre. Cependant, l'accès reste un défi majeur et les ressources des familles d'accueil s'épuisent, les déplacés restant plus longtemps que prévu.

Le manque de coordination et d'informations sur la situation réelle en Equateur a également entravé la réponse. Les bailleurs ont été réticents de verser des fonds pour faute de données précises sur le nombre de déplacés et l'ampleur des besoins. Suite à une mission d'évaluation inter-agences en Equateur en janvier 2010, un appel de fonds humanitaires s'élevant à 28 millions de dollars pour une période de six mois a été lancé. Jusqu'à présent, seulement 5 millions ont été alloués par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies pour une durée de trois mois. De nombreux secteurs cruciaux, dont la protection, auxquels seulement 300.000 dollars ont été attribués, restent fortement sous-financés. Vu l'ampleur des besoins et le retard accumulé dans la mobilisation des fonds, on craint une interruption dans l'approvisionnement d'aide.

Peu d'agences humanitaires répondent actuellement à la crise en Equateur. L'UNICEF se trouve par exemple à la tête du cluster protection à Gemena, centre des activités humanitaires, à la place de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui dirige ce cluster partout ailleurs en RDC. Le HCR a mis du temps à répondre aux problèmes liés à la protection des civils en Equateur, car l'Agence planifie plutôt de venir en aide aux personnes qui retournent, lorsque leur nombre sera plus important. Cependant, étant donné les besoins actuels des déplacés, le HCR devrait commencer à suivre de près la situation en matière de protection en coordination avec la MONUC.

En RC, le manque de fonds et les difficultés d'accès aux réfugiés dans la région de Likouala ont entravé l'approvisionnement de l'aide humanitaire. Fin 2009, le HCR a réussi à agir rapidement pour assister les flux de réfugiés originaires de la province de l'Equateur, ses activités pour les réfugiés congolais voulant rentrer ayant récemment été clôturées. Néanmoins, l'acheminement de fournitures de secours par la rivière Oubangui est extrêmement difficile vu les endroits reculés où se trouvent les réfugiés d'une part, et l'insécurité actuelle causée par les opérations des FARDC contre les insurgés d'autre part.

Les réfugiés congolais dans la région de Likouala sont en plus grand nombre que la population locale dans de nombreuses zones et les communautés se disputent les ressources disponibles. Le HCR a commencé à enregistrer et fournir de l'aide non-alimentaire aux réfugiés alors que le Programme Alimentaire Mondial (PAM) distribue des vivres. Vu les contraintes actuelles liées aux problèmes d'accès, le PAM va commencer à distribuer des vivres par avion aux réfugiés, une stratégie cruciale mais extrêmement coûteuse. Début mars, les Nations unies ont lancé un appel consolidé de plus de 58 millions de dollars dont 41,5 millions n'ont pas encore été promis. L'appel concerne les réfugiés congolais et les communautés d'accueil en RC pour une durée d'un an, vu que l'on ne prévoit pas que les réfugiés rentrent chez eux dans un avenir proche.

TROP PEUR DE RENTRER CHEZ EUX

Les secours n'ayant pas encore atteint un grand nombre de déplacés en Equateur et en République du Congo, certaines agences, ainsi que des pays donateurs, ont préféré plutôt que l'on fournisse de l'aide dans les zones de retour. Cependant, la plupart des déplacés et réfugiés ayant peur de rentrer chez eux, aide et protection sont donc urgentes dans les zones de déplacement.

L'insécurité ambiante en Equateur est le facteur principal qui retient les gens de rentrer chez eux. La nature violente du conflit et le personnage mystique d'Odjani ont eu un effet profond sur le psychisme des déplacés. Sans la preuve de la mort ou de l'arrestation d'Odjani, nombreux sont ceux qui ont dit qu'ils ne retourneraient pas chez eux. On rapporte également que les FARDC ont infligé des mauvais traitements à la population locale, et de nombreux déplacés ont confié à Refugees International (RI) qu'ils ne se sentaient pas rassurés par la présence considérable de l'armée dans les zones de retour, en particulier parce que des soldats congolais squattent des maisons abandonnées. Il y a également de nombreuses pièces d'artillerie non-explosées, en grande partie dues aux bombardements menés par les FARDC contre les insurgés.

C'est la deuxième fois que des civils en Equateur se voient forcés de prendre la fuite suite à un conflit violent. Nombreux d'entre eux avaient fui leur foyer il y a plusieurs an-

nées suite à la rébellion du MLC menée par Jean-Pierre Bemba. Après ce conflit, le processus de retour a été lent, même une fois la situation sécuritaire rétablie. Les causes actuelles des déplacements étant liées à des tensions locales, ethniques, politiques et économiques plutôt qu'à une insécurité généralisée, il est probable que de nombreux déplacés appréhenderont d'autant plus de rentrer chez eux. Dans les zones autour de Dongo, où l'on s'inquiète déjà des représailles par les Boba contre les Lobala, on craint de plus en plus que tous les Lobala soient accusés d'avoir soutenu l'insurrection, y compris ceux qui n'ont pas participé au conflit.

A l'instabilité actuelle s'ajoute le manque d'accès aux services de base et moyens de subsistance, ce qui dissuade également les déplacés de rentrer chez eux. Une mère a confié à RI qu'elle avait inscrit ses enfants à l'école là où ils sont déplacés et par conséquent attend la fin de l'année scolaire avant d'envisager de rentrer chez elle. Le fait que de nombreux centres de santé ont été détruits ou pillés signifie que les déplacés ont plus facilement accès aux soins de santé dans les villes où ils ont fui, même si plusieurs personnes ont confié à RI qu'elles avaient des difficultés à payer les frais relatifs. D'autres déplacés ont dit à RI que puisqu'ils avaient raté une saison de plantation, ils allaient donc attendre la prochaine pour rentrer. Le manque de ressources nécessaires à la reconstruction des maisons dans les zones de retour fait également partie des problèmes.

En RC, comme tous les réfugiés ne bénéficient pas d'aide, nombreux d'entre eux traversent la rivière tous les jours afin de rassembler de la nourriture et d'autres biens dans leurs maisons détruites et dans leurs champs ainsi que pour exercer de petites activités commerciales. Ils retournent cependant dormir de l'autre côté de la rivière, où ils se sentent plus en sécurité. A Gemena, RI a aussi rencontré des déplacés originaires de Dongo qui avaient initialement pris la fuite vers la RC mais qui ont décidé de retourner en Equateur étant donné le manque de ressources. Ils sont cependant toujours déplacés car ils ont trop peur de rentrer chez eux.

Des bâches en plastique et articles de ménage ainsi que des semences et outils sont nécessaires de toute urgence dans les zones de déplacement. Les déplacés pourront ensuite emporter ces fournitures lorsqu'ils seront prêts à rentrer chez eux. A plus long terme, la réponse humanitaire doit prendre en compte la situation des communautés d'accueil en RDC et RC qui voient leurs ressources s'épuiser petit à petit, les déplacés vivant toujours avec elles.

UN ROLE CLE POUR LA MONUC

Maintenant que la réponse humanitaire prend progressivement plus d'ampleur, le rôle que joue la MONUC en matière de soutien logistique et d'analyse des dynamiques politiques du conflit est important. Les Casques bleus protègent

notamment les populations locales qui ont avoué à RI qu'elles se sentent beaucoup plus en sécurité avec la MONUC qu'avec les FARDC. Alors que la MONUC, les agences des Nations unies et les bailleurs de fonds continuent de concentrer leurs efforts sur les conflits dans les Kivus, la situation dans les provinces de l'ouest comme l'Equateur reste fondamentale pour une stabilité à long terme en RDC et prouve que la mission de maintien de la paix continue de jouer un rôle crucial en matière de protection de la population congolaise.

En Equateur, la MONUC soutient les opérations des FARDC en leur fournissant des rations et du carburant. Selon la politique de soutien conditionnel de la MONUC, les unités de l'armée qui ont perpétré des violations de droits de l'homme ne bénéficient pas de cette assistance. Cependant, étant donné la capacité civile limitée de la MONUC en Equateur due à un manque de personnel, ce processus n'est donc pas encore complètement institutionnalisé. Davantage de personnel civil qualifié est donc nécessaire à Gemena, dans le cadre de la réponse générale en matière de protection, pour investiguer sur les mauvais traitements perpétrés par les FARDC sur les civils.

RI a appris que des villages entiers Lobala le long de l'Oubangui ont été incendiés par les FARDC pourchassant Odjani et ses milices. Ce type d'attaques alimentent les craintes des déplacés, et la présence de la MONUC reste primordiale afin d'assurer la protection des civils congolais.

Malgré son rôle crucial en matière de protection, la MONUC continue de faire face à des problèmes de ressources partout en RDC et concentre de plus en plus ses efforts dans les conflits en cours dans les Kivus. Lorsque la crise a éclaté en Equateur, la MONUC a été contrainte d'envoyer certaines ressources comprenant des hélicoptères et des contingents militaires de l'est vers l'ouest pour répondre à la violence à Dongo. Cela a restreint ses activités de protection dans la province du Nord-Kivu. La MONUC a dû annuler certains des déploiements des équipes conjointes de protection, composées de personnel civil de la mission et chargées de faire des évaluations et des recommandations cruciales pour améliorer la réponse des Casques bleus en matière de protection. Toute diminution des ressources à l'occasion d'un retrait progressif de la mission rendrait la tâche de la MONUC encore plus difficile en cas de crises futures dans des endroits chauds à l'ouest, par exemple en Equateur, afin d'éviter que les civils soient en danger et d'assurer leur protection d'un côté de ce vaste pays comme de l'autre.

Au vu de la fragilité actuelle de la situation sécuritaire dans des provinces telles que l'Equateur, la MONUC va devoir faire un suivi politique et une évaluation des risques de manière régulière. Davantage de personnel et de moyens logistiques doivent être attribués aux équipes conjointes de protection récemment déployées à Gemena ainsi que pour soutenir les efforts de médiation et de réconciliation entre

les Lobala et les Boba par le gouvernement et les représentants de la société civile. La mission doit aussi maintenir sa capacité de réaction rapide pour réagir à des crises futures.

CONCLUSION

La population civile en Equateur risque de continuer à être déplacée pendant un certain temps et il est probable que l'insécurité persiste. Les déplacés ne veulent pas rentrer chez eux dans un avenir proche, mais le gouvernement congolais promet de manière active que la paix est revenue à Dongo et que les populations doivent rentrer chez elles. Une personne déplacée, exprimant les craintes de nombreuses individus touchés par la violence en Equateur a dit ceci à RI "La guerre est peut-être terminée, mais le conflit ne l'est pas." Les bailleurs de fonds et les agences des Nations unies, sous le leadership de OCHA, doivent dès lors se mobiliser rapidement afin de répondre aux besoins des personnes déplacées et des réfugiés là où ils vivent actuellement.

D'autre part, les activités de réconciliation peuvent commencer même si les populations sont toujours déplacées, et les organisations de la société civile en Equateur ont un rôle important à jouer dans la facilitation d'un dialogue durable qui permette de régler les griefs entre les Boba et les Lobala. Malgré ses efforts de médiation, le gouvernement congolais n'a pas tout à fait réussi à gérer les crises localisées, ce qui a permis aux tensions ethniques d'éclater de manière si violente. L'implication du personnel civil de la MONUC est cruciale afin de soutenir les efforts de négociation futurs et les bailleurs internationaux tels que les Etats-Unis doivent apporter leur soutien à tout processus de dialogue et réconciliation futur.

Tant que l'insécurité persistera en RDC et que l'armée et le gouvernement congolais ne seront pas capables de résoudre des crises telles que celle de l'Equateur sans le soutien de la communauté internationale, le retrait progressif de la mission des Nations unies reste prématuré. Etant donné que les populations continuent d'être déplacées, la MONUC doit maintenir sa présence en Equateur et le personnel civil à Gemena doit être renforcé afin de soutenir la réponse en matière de protection. Toute discussion au Conseil de sécurité des Nations unies autour d'un retrait doit être fondée sur des critères raisonnables, notamment le renforcement de la capacité de l'Etat congolais à résoudre des conflits violents qui pourraient survenir à l'approche des élections locales prévues l'an prochain. Le personnel civil de la MONUC doit également être renforcé afin de pouvoir assurer un suivi solide de la situation politique dans des endroits comme l'Equateur afin de prévenir et réagir à des crises futures.

Camilla Olson, Advocate, et Steve Hege, Consultant, ont évalué la situation humanitaire dans la province de l'Equateur en février.